

La guerre à l'intelligence ou l'erreur stratégique de Raffarin

Bonjour, vous avez, je crois, choisi de nous parler des élections et de l'échec de la droite...

Je ne veux pas revenir sur le résultat des élections que l'on a déjà beaucoup commentées, mais plutôt sur un des facteurs qui a, je crois, contribué à l'échec de la droite : la montée en puissance d'un groupe social qui a pris conscience, dans l'opposition à la politique du gouvernement Raffarin, de sa force, de son poids dans la société française et de ses intérêts communs.

Vous pensez aux chercheurs ?

Je pense à tous ces gens qui ont signé la pétition des inrockuptibles sur la guerre à l'intelligence, aux chercheurs, donc, mais aussi aux intermittents du spectacle, aux médecins hospitaliers, à tous ces gens qui se sont retrouvés et se sont découverts voisins, cousins à l'occasion de conflits avec ce gouvernement.

Vous dites qu'ils forment un groupe social. Il y a loin d'un intermittent ou d'un chercheur à un médecin urgentiste.

La distance n'est pas si grande. S'ils se sont retrouvés si facilement, si, par exemple, les chercheurs ont éprouvé de la sympathie pour les intermittents, c'est qu'ils ont tout de suite vu qu'ils se ressemblaient, qu'ils partageaient plusieurs traits en commun.

Lesquels ?

Oh, il y en a plusieurs.

- Tous travaillent dans des domaines qui demandent des investissements personnels élevés. C'est vrai de la culture, de la recherche ou de la médecine hospitalière ;
- Ils exercent des activités qui supposent un engagement individuel très fort et qui apportent des satisfactions privées importantes ;
- Il s'agit d'activités mal rémunérées. Malgré des études très longues, chercheurs et médecins ont des revenus faibles, ce qui contraste, d'ailleurs, avec l'extraordinaire arrogance de ces médecins de ville et spécialistes qui demandent des augmentations massives au motif qu'ils ont suivi de longues études ;
- Ils sont soumis à une concurrence très vive, c'est le cas des chercheurs, c'est également celui des intermittents, mais c'est une concurrence qu'il juge naturelle et qu'ils ne contestent pas ;
- Ils ont des emplois souvent précaires, ce qu'ils acceptent parce qu'ils savent qu'il ne peut probablement pas en être autrement ;
- Ils sont, enfin, ouverts sur l'extérieur, ils se déplacent, sont très mobiles. Les chercheurs travaillent avec des collègues étrangers, les intermittents se déplacent constamment... Les uns et les autres sont complètement intégrés dans un monde global.

J'ajouterai que leurs activités ont également en commun de ne pouvoir se développer qu'avec des aides publiques, le financement privé ne peut être au mieux qu'un complément. Tous dépendent de l'Etat et sont donc très attentifs à tout ce qui menace leurs ressources.

C'est ce qui vous fait dire qu'ils ont contribué à la défaite de la droite aux régionales ?

Mais oui. Chercheurs, intermittents se sont retrouvés ces derniers mois en première ligne contre le gouvernement. Ils sont entrés en conflit avec un Premier Ministre qui n'a, en la matière, pas manqué une occasion d'afficher son mépris. Il s'en est pris aux budgets minuscules de la recherche sous prétexte de réduire les déficits alors même qu'il dépensait des

sommes considérables en faveur de ses clientèles traditionnelles. Il trouvait de l'argent pour baisser les charges sociales des restaurateurs mais pas pour créer 550 emplois de chercheurs, il en trouvait pour subventionner les buralistes, pour augmenter massivement le prix des consultations de la médecine de ville mais pas pour investir dans l'avenir.

Ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement fait des cadeaux à ses électeurs au dépens d'autres citoyens.

Sans doute, mais le gouvernement n'a pas vu qu'il s'en prenait à des professionnels qui jouent un rôle déterminant dans notre imaginaire social. Tous contribuent tous d'une manière ou d'une autre au prestige de la France, ils expriment ce qu'on appelle l'exception culturelle française et sont à l'avant-garde de la résistance au modèle dominant américain. C'est vrai des intermittents, mais aussi des médecins, des French doctors, et de ces chercheurs qui tentent de résister aux modèles qui nous viennent d'outre-Atlantique. Et cela a, je crois, contribué à donner beaucoup de force à leur mouvement dans l'opinion.

La fin de non-recevoir adressée aux chercheurs à quelques jours des élections a, de ce point de vue, profondément choqué l'opinion :

- Elle a heurté tous ceux qui, dans la tradition gaulliste, voient dans la recherche le meilleur moyen de résister à l'emprise américaine,
- Elle a inquiété tous ceux qui savent que la croissance repose sur l'innovation,
- Elle a scandalisé tous ceux qui respectent les chercheurs, les savants qui sont dans l'image populaire désintéressés.

L'intransigeance imbécile du gouvernement dans ce dossier a dressé contre lui à peu près tout le monde, la droite comme la gauche, la France d'en haut comme celle d'en bas... On nous a présenté les chercheurs et les intermittents comme des assistés. On a plaqué sur eux le discours de droite traditionnel : les chercheurs ne trouvent rien, les intermittents abusent de l'allocation chômage... ce sont en un mot des parasites qu'il faut mâter, corriger. C'était ne pas voir que ces travailleurs intellectuels précaires entretiennent avec l'Etat, avec la collectivité une relation nouvelle, qu'ils ne sont pas dans une logique de l'assistance : ils attendent qu'on les soutienne dans leur travail, pas qu'on les finance à ne rien faire. C'est tout différent...

On ne peut cependant pas nier qu'il y ait eu des excès dans le système des intermittents ?

Il y a eu des excès, nous le savons tous. Mais il y a aussi des médecins qui abusent de l'assurance-maladie, des patrons qui se rendent coupables d'abus de biens sociaux et des politiques qui s'accommodent d'emplois fictifs, cela ne veut pas dire que tous les médecins, tous les patrons et tous les politiques sont des tricheurs.

En fait, le gouvernement n'a pas mesuré la popularité des chercheurs.

Exactement. Il n'a pas vu que les chercheurs étaient populaires au même titre que les médecins hospitaliers, que les infirmières. Ils font partie de ces professions auxquelles on prête encore le sens de l'intérêt général. En leur préférant les restaurateurs ou les buralistes, il a donné l'impression de récompenser l'égoïsme et de sanctionner l'altruisme.

On ne peut pas dire que les intermittents soient aussi populaires...

Ils le sont certainement beaucoup moins que les chercheurs ou les urgentistes, mais ils expriment, illustrent les mêmes valeurs. Les gens qui exercent ces métiers ne le font pas, au moins à nos yeux, pour de l'argent mais par altruisme et parce qu'ils aiment leur métier. Ils sont, ou paraissent, désintéressés, ce qui va à l'encontre des valeurs d'efficacité et de rentabilité dominantes. Et cela contribue certainement à leur succès.

La pétition pour l'intelligence dont vous parliez à l'instant a vu ces différentes professions se rapprocher. Vous croyez que ce rapprochement peut durer au delà du conflit avec le gouvernement ?

C'est effectivement mon impression. Ces différentes professions partagent beaucoup de choses en commun. Toutes fonctionnent sur le même modèle du réseau, de la communauté et de l'engagement personnel :

- A l'inverse des fonctionnaires ou des salariés ordinaires qui sont enfermés dans des structures bureaucratique, hiérarchisées, chercheurs et intermittents vivent dans des univers informels, souples, flexibles où les relations, le carnet d'adresse, la réputation sont déterminants ;
- Ils sont, par ailleurs, organisés en communautés de métiers et ce sont souvent ces communautés qui font les réputations et donc les carrières.

Ce sont des gens qui ont des vies professionnelles compliquées. Les intermittents ont souvent plusieurs feuilles de salaire chaque mois, plusieurs employeurs. Les chercheurs mènent souvent plusieurs activités en parallèle : la recherche, l'enseignement... Ce sont des professions qui ne sont pas à l'aise dans les contrats de travail classiques ni dans les organisations traditionnelles de type entreprise, qui sont à la recherche de solutions qui leur permettraient de concilier une certaine sécurité matérielle et l'autonomie nécessaire à l'exercice de leur emploi.

En ne le comprenant pas, le gouvernement a, je crois, commis une double erreur :

- Il s'est, d'abord, mis à dos ces professions qui ont des relais puissants un peu partout, notamment dans le monde des médias,
- Il s'est, ensuite, interdit d'utiliser leur expérience pour réfléchir à l'évolution du contrat de travail.

Que voulez-vous dire par là ?

Intermittents, chercheurs vivent et s'accommodent, depuis des années, de la précarité, de la mobilité, du changement permanent. Or, on sait que c'est ce vers quoi nous allons. On sait bien que le contrat de travail classique, le CDI, le contrat à durée indéterminée est, non pas condamné, mais appelé à perdre de son importance au profit de contrats plus courts. Les projets du Medef, ces contrats de mission qu'il souhaite, ressemblent à s'y méprendre à ce que connaissent, ce que vivent les chercheurs, les intermittents... Un livre récent, l'a d'ailleurs souligné. Je fais allusion au petit essai de Pierre-Michel Menger dont le titre est à lui seul un exposé : Portrait de l'artiste en travailleur. Métamorphoses du capitalisme¹.

Vous voulez dire que ces professions auraient pu servir de modèle ?

De modèle, peut-être pas, mais elles auraient effectivement pu nous aider à construire des solutions qui concilient, comme je le disais à l'instant, flexibilité et sécurité. Mais ce n'est pas le chemin qu'a choisi le gouvernement qui les a, au contraire, braquées. Alors qu'il nous parle en permanence de réforme, il a rendu celle-ci impossible ou très difficile. C'est d'autant plus regrettable qu'il y avait chez les chercheurs, comme chez les médecins hospitaliers ou les intermittents un consensus sur la nécessité de faire évoluer les choses.

Vous en êtes sûr ?

Mais oui. Chez les chercheurs, c'est évident, tous le disent. Même chose chez les médecins hospitaliers. Quant aux intermittents, ils connaissaient mieux que tout le monde les défauts du système, ses dérives et ses failles et auraient sans doute accepté des aménagements. Il y avait

¹ La République des Idées, Le Seuil, 2003

place pour des réformes qui étaient désirées, attendues par beaucoup. Les maladresses de Raffarin et de son équipe les ont retardées un peu plus.

Que peut-il maintenant se passer ?

Oh ! J'imagine que le gouvernement échaudé par les résultats de ces élections va changer d'attitude. Je l'espère, mais je crains qu'il ne soit condamné à reculer, ce qui rend plus difficiles des réformes pourtant nécessaires.